



Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

GENERAL ELECTRIC BELFORT BLOCAGE DE LA SORTIE D'UNE TURBINE

Ce matin, ce sont des centaines de salariés de GE.EPF (GE POWER GAZ), avec l'appui de leur syndicat CGT, qui ont décidé de bloquer la sortie d'une turbine 9HA, et d'imposer à la direction de GENERAL ELECTRIC d'annuler son plan de restructuration, visant à licencier 792 salariés.

La semaine dernière, les organisations syndicales avaient fait des propositions alternatives à la direction, qui les a rejetées.

Elle a plutôt préféré proposer de ne pas délocaliser 120 emplois, si les organisations syndicales acceptaient un accord de compétitivité, remettant en cause la quasi-totalité de leur acquis sociaux dument gagnés à travers de nombreuses luttes.

Cette proposition n'offrait aucune garantie afin de pérenniser les sites de Bourogne, Chonas, Belfort à travers un projet, de l'investissement, etc..., alors même que le Comité Européen de GE POWER a fait la démonstration que le marché du gaz n'est qu'une excuse qu'utilise GENERAL ELECTRIC afin de se réorganiser à travers des délocalisations dans des pays à bas salaires, de l'externalisation, et des fermetures de sites. Cette stratégie, laisse même penser que la fermeture de Belfort se fera en plusieurs temps, de façon à permettre à GE de déplacer complètement la production à horizon 2024.

Le gouvernement Macron a une lourde responsabilité dans ce qui se passe à Belfort, et plus largement dans le groupe GENERAL ELECTRIC. N'oublions pas non plus, les salariés de GE GRID de Villeurbanne et Aix-les-Bains qui luttent aussi contre un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), ainsi que ceux d'ALSTOM POWER SERVICE (APS), dont la consultation pour la vente à la SNEF a débuté, et qui devraient voir leurs conditions de travail très significativement régresser.

Tous ont fait partie du vaste plan de rachat de la branche énergie d'ALSTOM par GENERAL ELECTRIC, facilité par E. MACRON au moment où il était Ministre de l'Economie et de l'Industrie.

Le gouvernement ne dote pas la France des moyens de protéger son industrie à l'heure des enjeux environnementaux, sociaux et économiques qui se présentent à nous, préférant la laisser à l'appétit de grands groupes à la recherche constante du « Cash » ; et privilégiant l'actionariat à l'investissement, comme le fait GE.

D'autres choix sont possibles ! C'est dans ce sens que la CGT a établi son plan B.

Cependant, à ce jour le gouvernement n'a pas souhaité y donner suite, préférant s'abreuver des paroles des dirigeants de GENERAL ELECTRIC.

Aussi la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT apporte son plein soutien aux salariés en lutte dans le groupe GENERAL ELECTRIC et rappelle son attachement à une industrie répondant aux besoins.